

Cartographie des ressources et des écarts pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCA)

Document de travail

Version du 22 décembre 2008

Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO)



Résumé

La résolution A/RES/60/180 a confié à la Commission de Consolidation de la Paix (CCP) le mandat de rassembler tous les acteurs pertinents pour mobiliser les ressources, proposer et recommander des stratégies intégrées pour la consolidation de la paix et la reconstruction en sortie de conflit. La résolution reconnaît que le soutien fourni par le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix pourrait comprendre le rassemblement et l'analyse des informations relatives à la disponibilité des ressources financières.

Cet exercice de cartographie présente une analyse détaillée des ressources et des écarts pour la consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCA). Il devrait soutenir les réunions spécifiques à un pays (RSP) dans la préparation d'une stratégie intégrée de consolidation de la paix, et contribuer à améliorer la mobilisation des ressources et la coordination du soutien de la communauté internationale dans le pays concerné.

Ce document comprend deux parties distinctes. La Partie 1 décrit l'environnement économique, les principaux plans et programmes d'action, les efforts de mobilisation de ressources et les écarts de financement associés. La Partie II présente une analyse des écarts relatifs aux différent domaines de consolidation de la paix et des suggestions de soutien, avant d'énumérer en annexe les projets en cours, auxquels il est fait référence tout au long du document.

Ce document a été préparé avec l'aide de contributions écrites reçues du Système des Nations Unies, dont BONUCA et le PNUD-RCA, ainsi que par l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume Uni, et la Commission européenne.*

* Les sources d'information sont disponibles à la fin de ce document

TABLE DES MATIERES

REMARQUES PRELIMINAIRES	Page 4
1. VUE D'ENSEMBLE DES RESSOURCES	Page 5
1.1 RESSOURCES DOMESTIQUES	
1.2 RESSOURCES EXTERNES	
1.3 PRINCIPAUX PLANS ET PROGRAMMES D'ACTION, TABLE RONDE DES DONATEURS	
2. SECTEURS PRIORITAIRES—ECARTS DE PROJETS ET DE FINANCEMENT	Page 14
2.VUE D'ENSEMBLE	
2.2 REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE, DONT DESARMEMENT, DEMOBILISATION ET REINTEGRATION	
2.3 BONNE GOUVERNANCE ET ETAT DE DROIT	
2.4 POLES DE DEVELOPPEMENT	
3. LISTE DES PROJETS/ PROGRAMMES	Page 24

Remarques préliminaires

Le gouvernement de la République centrafricaine (RCA) et la Commission de consolidation de la paix (CCP) se sont récemment accordés sur les priorités suivantes pour la consolidation de la paix dans le pays : 1) Réforme de secteur de la sécurité ; 2) Bonne gouvernance et Etat de droit; et 3) Mise en place de Pôles de développement. Ce document vise à cartographier les activités en cours et prévues par les partenaires, bilatéraux et multilatéraux, dans chacune des trois priorités, en notant les lacunes au plan programmatique et financier, ainsi qu'en fournissant des suggestions pour que la CCP réunisse tous les acteurs appropriés pour mobiliser des ressources.

En plus des trois priorités décrites ci-dessus, la CCP a souligné l'importance cruciale que revêt le progrès du processus national de la réconciliation du pays, par la tenue d'un Dialogue Politique Inclusif (DPI) réussi. Le DPI doit se tenir à Bangui en décembre 2008. La bonne conclusion du DPI pourrait

permettre l'amélioration de la sécurité et du contexte politique, ouvrant la voie à des élections transparentes et libres en 2010. Ceci permettrait également de créer un environnement favorable au développement durable menant à la consolidation à long terme de la paix.

La République centrafricaine doit faire face à un large ensemble de défis dans les sphères politiques, sécuritaire et de rétablissement économique. Le gouvernement a développé des plans ou des stratégies avec l'appui de la communauté internationale. Pour en renforcer l'impact et soutenir les efforts de stabilisation du pays par le gouvernement, répondre aux menaces contre la paix et créer les conditions pour le développement et la sécurité des personnes, l'engagement de la Commission de consolidation de la paix sera organisé par priorité, ordonnancé et coordonné avec les initiatives nationales et internationales en cours. Ce document de constitue un outil utile à cet effet.

VUE D'ENSEMBLE DES RESSOURCES

I.1 Ressources Domestiques

A) Environnement macroéconomique

La République Centrafricaine (RCA) a connu le cinquième plus faible taux de croissance d'Afrique Subsaharienne entre 1996 et 2005 (inférieure à 0,85% par an). La croissance du PIB réel fut presque nulle en 2000-2002 et négative (-4,6%) en 2003. 67% des citoyens centrafricains continuent de vivre sous le seuil de pauvreté absolue de 1\$ par jour.

La performance économique du pays s'est améliorée depuis 2004. Le PIB réel a cru de 4,2% en 2007, les exportations ont augmenté et l'inflation a été contenue, créant un environnement plus favorable au rétablissement du pays. Selon le FMI, la croissance devait atteindre 3,5% en 2008, mais ces chiffres, ainsi qu'en 2009, pourraient être affectés par la crise économique et financière mondiale.

Les autorités progressent également sur la voie des réformes structurelles, y compris les réformes de l'administration fiscale et des

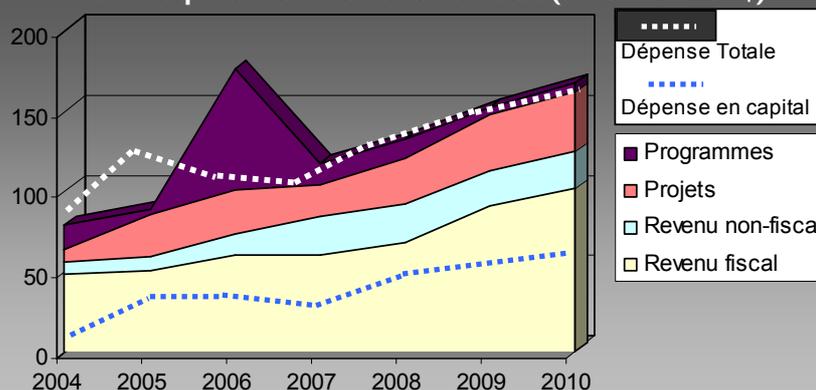
douanes, et les mesures pour améliorer la gouvernance et la transparence (FMI).

En conséquence, le revenu fiscal a augmenté régulièrement entre 2004 et 2008 (graphe ci-dessous) tandis que la masse salariale dans la fonction publique diminuait.

La situation fiscale demeure toutefois précaire du fait des dépenses croissantes dans le domaine de la sécurité, des priorités en matière de réduction de la pauvreté, et de la nécessité de rembourser les arriérés de salaires dans la fonction publique. Une détérioration de l'équilibre fiscal est donc attendue en 2008-2009. La capacité de collecte de revenus par l'Etat demeure globalement faible.

La Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC) 2007-2009 vise à renforcer la politique budgétaire du gouvernement par la poursuite des réformes de l'administration fiscale, du contrôle des dépenses, et par la réduction des comptes bancaires détenus par l'Etat.

Revenus et dépenses des autorités de RCA (en millions de \$)



B) Ressources domestiques privées

L'activité du secteur privé est faible en Centrafrique. Le secteur productif est dominé par l'agriculture de subsistance, l'exploitation forestière, la pêche et l'élevage qui représentent plus de la moitié du PIB du pays. Les exportations sont principalement composées de diamants et matières premières. L'industrie ne parvient pas à croître car il manque un accès à un marché financier de base inclusif, l'infrastructure est insuffisante et le pays demeure enclavé.

L'absence d'un environnement adapté pour faire des affaires est un autre obstacle au rétablissement. La RCA se classe 180ème sur 181 sur l'indice de facilité de faire des affaires de la Banque mondiale pour 2009. Plusieurs facteurs expliquent cette faible performance: la régulation excessive de l'activité; le manque de protection judiciaire; la faiblesse du système financier et l'environnement sécuritaire. Le gouvernement entend promouvoir le secteur privé, notamment en améliorant les lois et régulations et en renforçant les capacités du Ministère du Commerce et des tribunaux de commerce.

Peu de ménages ont le revenu disponible qui puisse être transféré vers l'épargne. Depuis 1985, les revenus n'ont quasiment pas augmenté alors qu'ils ont presque doublé dans le reste de l'Afrique Sub-saharienne.

C) Allègement de la dette

En septembre 2007, la RCA a atteint le point de décision de l'Initiative renforcée en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ) ouvrant la voie à une possible annulation de dette de 823 m\$. Le pays a par la suite recommencé à rembourser ses créiteurs. Toutefois, la RCA n'a pas encore atteint le Point d'Achèvement permettant de bénéficier d'une annulation de dette complète.

Une autre difficulté réside dans la dette domestique, estimée à 23% du PIB, principalement du fait des arriérés de salaires importants dans la fonction publique. Un plan détaillé d'apurement des arriérés internes a été préparé et présenté par le Ministre des Finances et du Budget le 27 novembre 2008.

Au cours de sa présentation devant la CCP le 8 octobre 2008, le gouvernement a suggéré que la CCP pourrait venir en aide à la RCA en plaidant sa cause auprès des institutions de Bretton Woods et des créiteurs. Une résolution sur la dette souligne le besoin de poursuivre les efforts pour les pays post-conflit (Rés. 62/186). Dans ce contexte, les partenaires internationaux soutiennent les efforts du gouvernement. En 2007, la Banque Mondiale a fourni 82 m\$ pour le remboursement de la dette. La CE soutient la réduction de dette via le Programme RAMICA (19.1m€, en cours). Le 10e Fonds européen de développement envisage un soutien budgétaire de 34 m€

pour 2009-2013. La BAD soutient également le remboursement des arriérés (23,5 m\$). Enfin le Club de Paris a annulé 9,9 m\$.

I.2 Ressources externes

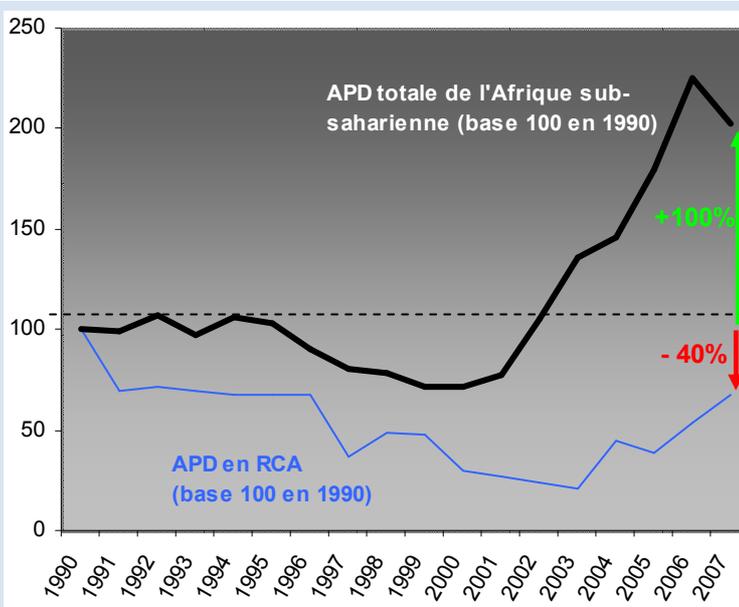
A) Flux d'aide

Bien que le pays soit riche en ressources agricoles, hydrauliques et minérales, il est l'un des moins développés, se classant 171e sur 177 sur l'Indice de développement humain

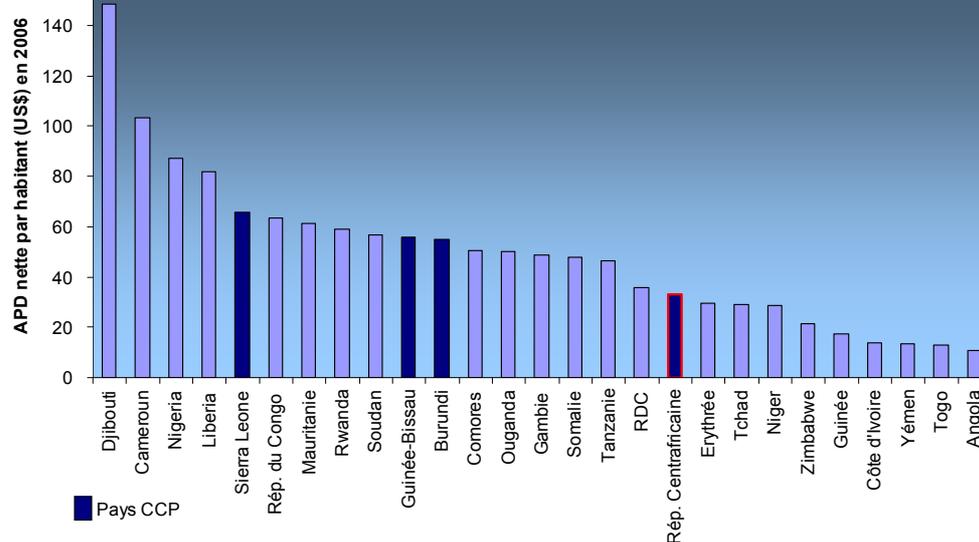
(IDH) en 2007/08. L'APD a souffert des crises et de l'instabilité persistante au cours des dernières décennies: de 200m\$ avant le milieu des années 1990, l'aide a chuté à 37m\$ en 2002 (OECD-DAC). La base de donateurs demeure limitée - trois d'entre eux fournissent plus de la moitié de l'APD nette totale. Ceci n'exclut

toutefois pas les risques de fragmentation de l'aide (tableau p.15). Avec une aide par habitant de 33\$ en 2006, la RCA se situe en-dessous de la moyenne de l'Afrique Sub-saharienne.

Les autorités se sont attelées aux causes de fragilité et d'instabilité et l'APD a augmenté, atteignant 133,8 m\$ en 2006. Les principaux partenaires de la RCA ont augmenté leur soutien en 2007 et 2008:



APD nette par habitant



- La CE soutient avec le 9e Fonds européen de développement (FED) le transport et les infrastructures, l'aide budgétaire et le renforcement des institutions. Le programme indicatif pour le 10e FED (2008-2013, 137 m€) se concentre sur les Pôles de développement, et un montant substantiel est alloué à l'aide budgétaire.
- Les activités des Nations Unies se sont intensifiées depuis 2004. Le PNUD en RCA a continué de croître en 2007 avec un programme de dépenses de 20,3 m\$ - plus du double de 2004. Les financements ont augmenté en 2008, y compris avec le FCP (10m\$), le Fonds Commun Humanitaire et le CERF.
- La France soutient la réforme du secteur de la sécurité, l'Etat de droit et la bonne gouvernance, incluant une assistance technique conséquente en 2008.
- Une Stratégie Intérimaire Conjointe a été préparée en 2007 par la BAD et la Banque mondiale, sur la base de laquelle la BAD a annoncé (15/10/2008) la poursuite de son soutien au programme de réformes économiques pour 2009-2010.

La crise économique et financière mondiale pourrait toutefois exercer un impact négatif sur l'aide au développement en 2009-2010.

B) Aide Humanitaire

Une revue à mi-année du Processus d'Appel Consolidé (CAP) a été préparée en juin 2008. 114m\$ sont requis pour 2008 et 71m\$ étaient disponibles en juin. Ce montant a atteint 106 m\$ en décembre 2008, soit près de 9/10e des besoins (graphique ci-dessous: données pour la revue à mi-année). Des ressources humanitaires additionnelles ont été fournies en 2007-2008 par:

- Le Fonds Central de Réponse d'Urgence (CERF) via huit projets pour un montant total de 3,38 m\$ en 2008 dans les domaines de la santé, de l'eau, de la protection des personnes déplacées et des fonctions support.
- Le Fonds de Réponse d'Urgence (5,78 m\$ en 2007).
- Un Fonds Humanitaire Commun avec 2,1m\$ en ressources - principalement par les Pays-Bas et l'Irlande. 17 projets ont été financés (santé, éducation, sécurité alimentaire et rétablissement).

Ces activités et mécanismes illustrent la part importante de l'assistance humanitaire en Centrafrique. Avec l'augmentation des besoins pour le rétablissement précoce du pays, en l'absence de soutien renforcé des donateurs, plus de coordination sera nécessaire pour mettre en place les stratégies de consolidation de la paix.

Appel Consolidé (CAP) RCA 2008



C) Fonds de Consolidation de la Paix

Après que le pays ait été déclaré éligible par le Secrétaire-Général, 10 millions\$ ont été alloués par le Fonds de consolidation de la paix (FCP) à la RCA. Finalisé en juin 2008, le Plan prioritaire identifie trois secteurs prioritaires sur la base desquels les projets sont sélectionnés par le Comité National de Pilotage:

(I) *Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)*: Le FCP se focalisera sur les thèmes identifiés lors du Séminaire National sur la RSS (Avril 2008), parmi lesquels figurent: la réforme de la police et de l'administration pénale; le cantonnement et le désarmement des combattants; la Démobilisation et la Réintégration; et le redéploiement des forces de sécurité à l'extérieur de la capitale.

(II) *L'amélioration de la gouvernance* est soutenue par le FCP dans les domaines suivants: démocratisation de la vie publique; meilleure inclusion de la population dans le travail de l'administration; développement local. Le FCP a identifié la promotion de la décentralisation de l'administration publique comme le sous-secteur nécessitant le plus de fonds au sein du secteur prioritaire 2.

(III) *Revitalisation des Communautés affectées par le Conflit*: renforcement de la cohésion sociale intercommunautaire; rapatriement des personnes déplacées et des réfugiés;

Projets sélectionnés par le Comité National de Pilotage (12/11/08)	Coût
1. Protection, prévention des futurs recrutements, démobilisation et réintégration économique (UNICEF)	2m\$
2. Dialogue et réconciliation (UNESCO)	0.4m\$
3. Radios communautaires (UNESCO)	0.4m\$
4. Formation et insertion des jeunes (UNDP)	0.4m\$
5. Soutien des réseaux de femmes dans les zones de conflit (PNUD/ UNIFEM)	0.4m\$
6. Autonomie des femmes affectées par le conflit (UNFPA)	0.7m\$
7. Réinsertion, revitalisation des communautés et de la jeunesse (FAO)	0.3m\$
8. Rétablissement socio-économique des populations affectées par le conflit (FAO)*	0.3m\$
9. Centres de formation professionnelle dans les régions (UNESCO)	0.4m\$
Soutien au Dialogue Politique Inclusif (Fenêtre d'Urgence)	0.9m\$

formation professionnelle, aide à l'emploi des jeunes.

Le PBSO a organisé une mission sur le terrain en juillet 2008 pour soutenir le déploiement rapide des activités du FCP, et un Comité de pilotage a été établi.

A la date d'octobre 2008, 67 projets avaient été reçus et 11 déclarés éligibles par le Comité de pilotage. Le 12 novembre 2008,

neuf projets du FCP, décrits en détail dans la liste des projets, ont été sélectionnés (tableau p. 10). Deux projets additionnels du HCR sont également à l'étude.

Plus d'information peut être trouvée sur le site internet du FCP (www.unpbf.org).

Soutien au Dialogue politique inclusif

0,8m\$ ont été alloués par la fenêtre d'urgence du Fond de consolidation de la paix en octobre 2007, pour soutenir l'organisation du dialogue politique inclusif en Centrafrique. Les ressources ont été utilisées pour financer le travail du comité préparatoire de janvier à avril 2008.

Le comité préparatoire a préparé un rapport complet, qui a cartographié le processus du dialogue préparatoire et proposé un agenda pour le dialogue et ses résultats possibles.

Les fonds du FCP ont aussi servi à organiser trois réunions de la Commission de suivi de l'accord de paix global de Libreville, qui se sont tenues à Libreville en août, septembre et octobre 2008.

Le reste des fonds disponibles pourrait servir à apporter un soutien financier aux participants au dialogue politique inclusif de décembre 2008.

D) Plans et Programmes d'Action; Table Ronde des Donateurs

DSRP RCA 2008-2010

Un DSRP pour 2008-2010 a été préparé en 2007. La stratégie de réduction de la pauvreté repose sur 4 piliers:

(i) *Rétablir la sécurité, consolider la paix et prévenir les conflits.* Quatre axes stratégiques prioritaires sont identifiés: a) renforcement des capacités humaines et matérielles des FDS ; b) réforme, restructuration, réorganisation territoriale et transformation participative et coordonnée du secteur de la sécurité ; c) sécurité sous-régionale, lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ; et d) rétablissement et développement de la confiance entre la population et les FDS.

(ii) *Promouvoir la bonne gouvernance et l'Etat de droit.* Les Stratégies et actions prioritaires sont a) la promotion de la culture démocratique et la paix; b) la promotion de l'Etat de droit c) l'amélioration de la participation communautaire; d) l'amélioration et la fourniture des services publics de qualité; e) assainissement des finances publiques; f) la création de pôles secondaires de développement comme base du développement local et g) promotion de l'égalité et équité de genre.

(iii) *Reconstruire et diversifier l'économie,* pour lesquels les activités opérationnelles se

concentreront sur a) le renforcement du cadre institutionnel, des capacités de gestion et de mise en œuvre et b) la rénovation des infrastructures et fourniture de services.

(iv) *Développer le Capital Humain*, par la provision de services en matière de santé, de nutrition et d'éducation. Dans ce cadre, la stratégie pour l'emploi du gouvernement se base sur le développement a) des activités individuelles génératrices de revenus b) activités de main d'œuvre, et c) promotion des activités du secteur privé.

Table Ronde d'octobre 2007

Le DSRP a servi de base à la discussion de la table ronde des donateurs organisée par la CE avec le PNUD et la Banque Mondiale à Bruxelles en octobre 2007. La table ronde poursuivait 4 objectifs principaux:

(i) Poursuivre le dialogue avec la communauté des donateurs initié à Bruxelles en juin 2007, avec notamment la présentation par le gouvernement du DSRP 2008-2010 ;

(ii) Mobiliser les ressources nécessaires pour

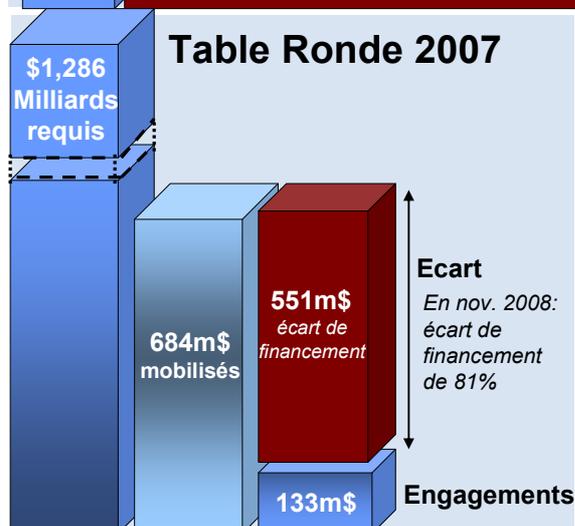
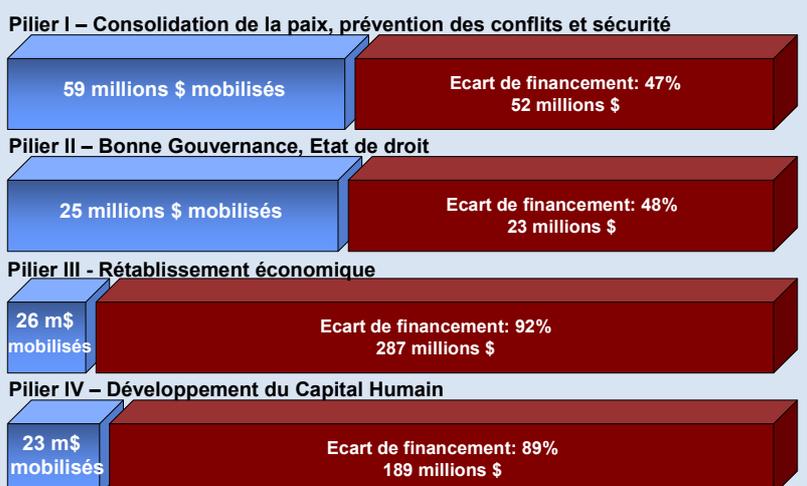
les besoins du plan d'action prioritaire (PAP) du DSRP;

(iii) Trouver un accord sur les mécanismes de mise en œuvre et de gestion de l'aide, dans l'esprit de la Déclaration de Paris et des initiatives récentes des donateurs en matière d'aide au développement

(iv) Elargir la communauté des donateurs, renforcer la collaboration et l'harmonisation.

600 m\$ ont été promis lors de la table ronde. Les besoins avaient été évalués à 1,5 milliards \$ par le gouvernement et les Nations Unies. En juin 2008, d'après une revue de mi-année des résultats de la table ronde, seulement 14% des promesses enregistrées, soit 84 m\$, avaient été concrétisées.

DSRP – Ecart de mobilisation



UNDAF 2007-2011

L'UNDAF 2007-2011 se fonde sur le résultat du Common Country Assessment (CCA) et sur les consultations menées avec le gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les donateurs et la société civile. Il fournit une réponse intégrée du système des Nations Unies aux priorités et besoins nationaux, y compris le DSRP, dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

L'UNDAF identifie 3 priorités: I) le renforcement de la gouvernance démocratique et du respect des droits de l'homme; II) le rétablissement post-conflit et le combat contre la pauvreté; et III) le combat contre le VIH/SIDA.

Les écarts de financement pour la mise en œuvre de l'UNDAF demeurent importants (voir illustration ci-dessous), toutefois ces besoins n'ont pas été mis à jour depuis 2007 et devraient être réévalués début 2009.

Annexe — Gestion de l'Information sur l'Aide

Le Gouvernement met en place une base de données d'Assistance au Développement (DAD) en RCA avec l'aide des donateurs et du PNUD. L'objectif est de fournir une source d'information fiable sur l'aide au développement et humanitaire, ainsi que de renforcer l'appropriation par le pays de la gestion et de la coordination d'une assistance internationale transparente.

DAD permettra aussi une gestion axée sur les résultats permettant au gouvernement d'utiliser des benchmarks et des indicateurs.

Ces bases de données pourraient aussi offrir un potentiel significatif en termes d'information pratique pour la CCP, tout en soutenant la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide.

UNDAF 2007-2011



PRIORITES

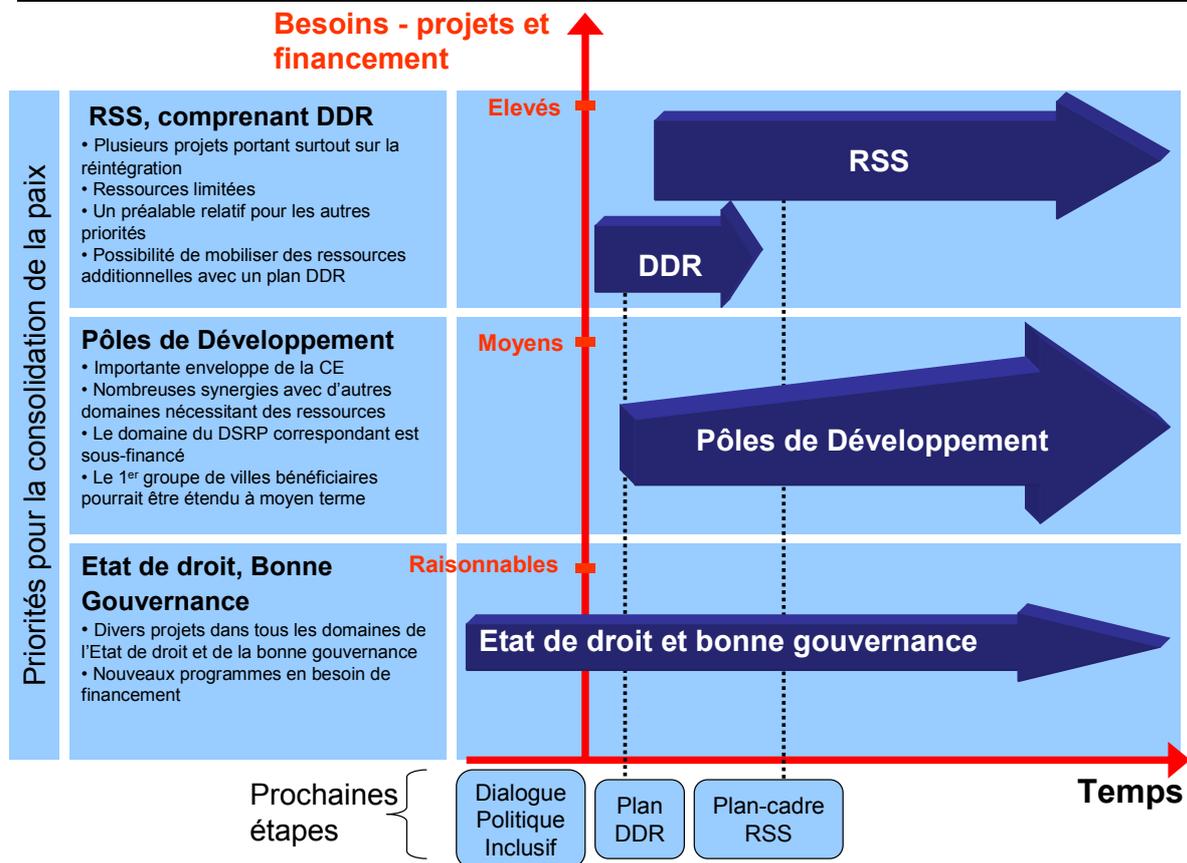
SECTEURS PRIORITAIRES: SOUTIEN DES PARTENAIRES BILATERAUX ET MULTILATERAUX

Secteurs Prioritaires (indicatif)	Partenaires Multilatéraux (\$M)				Partenaires Bilatéraux (\$M)															
	Banque Mondiale	BAD	BONUCA	ERF	CHF	CE	FCP	OIF	PNUD	Union Africaine	Belgique	Canada	Chine	France	Allemagne	Irlande	Japon	Pays-Bas	Etats-Unis	
1. Réforme du Secteur de la Sécurité																				
Développement de capacité pour les forces de sécurité, comprenant formation et équipement																				
Réforme du Secteur de la Sécurité																				
Désarmement, Démobilisation et Réintégration																				
2. Bonne gouvernance et Etat de droit																				
Bonne gouvernance, Finances publiques																				
Renforcer l'Etat de droit																				
Droits de l'Homme, Genre, Démocratie, Société civile																				
3. Revitalisation de l'économie et des services																				
Pôles de développement																				
Eau et Sanitation																				
Infrastructures de base																				
Secteur privé, agriculture, secteurs minier et forestier																				
Emploi																				

XXXX	>10M
XXX	\$5-10 M
XX	\$1-5 M
X	<\$1M

* Programmes multi-pays
** Aide alimentaire

SECTEURS PRIORITAIRES: VUE D'ENSEMBLE DES ECARTS DE PROJETS ET DE FINANCEMENT



La cartographie des projets et du financement présente une vue d'ensemble des initiatives en matière de consolidation de la paix en RCA. Elle permet de formuler les remarques suivantes:

1. La DDR est une priorité et dépend de la réussite du Dialogue Politique Inclusif et de la préparation d'un Plan DDR. Les donateurs actuels sembleraient prêts à augmenter leur soutien par la suite.
2. La RSS est toujours dans sa phase initiale. La mise en œuvre des recommandations du Séminaire et la préparation d'un plan d'action nécessitent un soutien accru.
3. Les projets en lien avec l'Etat de droit et de bonne gouvernance représentent un effort de long terme qui se traduit actuellement par un nombre raisonnable d'activités; plusieurs initiatives lancées récemment pourraient toutefois être soutenues et la coordination pourrait être améliorée.
4. L'approche des Pôles de développement verra des ressources significatives allouées par la CE qui ne pourront toutefois suffire pour tous les besoins. Les activités complémentaires et la mise en œuvre de la seconde phase nécessitent un soutien international accru afin d'accroître la portée des Pôles de développement.
5. Les 3 secteurs prioritaires nécessitent un soutien en termes de fonds et de projets, et peuvent être adressés en parallèle, bien qu'un certain séquençage soit nécessaire.

SECTEUR PRIORITAIRE I: REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE

Désarmement, Démobilisation, Réintégration (DDR)

Plans - Il n'existe à l'heure actuelle pas de programme de DDR en RCA. Un programme national sera préparé pour la mise en œuvre des Accords de Paix Intégrés de Libreville sur la base du Dialogue Politique Inclusif.

Ressources - Les ressources actuellement mobilisées pour la DDR sont limitées. Il semble toutefois que plusieurs partenaires seraient prêts à mobiliser des ressources après la finalisation du Plan DDR. Le PNUD soutiendra la préparation des programmes nationaux pour la DDR et le rétablissement. La Banque Mondiale envisage de s'appuyer sur les ressources du Trust Fund pour consolider les programmes de réintégration.

Projets / Programmes - Les écarts de projets sont significatifs en matière de désarmement, de démobilisation et réintégration des anciens combattants. Parmi les projets et programmes en cours, une initiative pour la réintégration se poursuit, Sécurité pour le Développement (projet #21, France, Irlande, PNUD). Le Japon finance un projet de Contrôle et de Réduction des Armes Légères (#22, 1,9m\$). L'UNICEF a obtenu l'aval du Comité de Pilotage National du FCP pour un projet de 2m\$ (#25) portant sur la protection, la prévention du recrutement des enfants, la démobilisation et la réintégration économique.

Suggestions - La mise en place d'un plan de DDR devrait comprendre plusieurs phases, dont: (i) une phase préparatoire de DDR; (ii) des opérations de sensibilisation; (iii) une phase de regroupement, identification et vérification; (iv) cantonnement; (v) désarmement et démobilisation; et enfin (vi) réintégration. Sur cette base,

- Certaines opérations de sensibilisation pourraient être soutenues immédiatement.
- Les leçons du programme régional (#23) pourraient être utilisées lors de la rédaction du Programme national de DDR.
- Les Pôles de développement pourraient inclure des activités de réinsertion (dans le contexte des activités en cours, dont les projets #59 à #70).
- D'autres projets dans le cadre du rétablissement économique dont les Micro-Projets communautaires (inclus dans le projet # 21) pourraient être reproduits et adaptés pour certains projets de réintégration et de développement communautaire.

Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)

Plans - 1) Un Séminaire National a été organisé du 14 au 18 avril 2008. Le gouvernement a approuvé un plan de réforme de deux ans et établi un Comité Sectoriel. Le PNUD et la CE se sont engagés à soutenir la RSS et à fournir une équipe d'experts afin de finaliser une stratégie globale et d'en promouvoir l'exécution. Les partenaires ont commencé à rassembler les experts et ressources nécessaires. Depuis, l'opérationnalisation des conclusions du Séminaire ont connu des retards.

2) Un *Livre Blanc* sur la restructuration des forces de défense, l'entraînement et l'équipement des forces de défense et de sécurité a aussi été rédigé.

3) un Projet de Loi de Programmation Militaire pour 2009-2013 a été soumis au Parlement.

Ressources - Le soutien dans ce domaine provient principalement de la France (coopération militaire et entre forces de sécurité), la Commission européenne et les Etats-Unis. Le Plan prioritaire du FCP identifie aussi la RSS comme premier domaine prioritaire d'intervention. Le soutien proposé inclut la restructuration et la formation des forces de sécurité, comprenant tous les segments, notamment les FACA, la gendarmerie nationale, la police nationale, les officiers des douanes, certains acteurs non-étatiques, l'administration judiciaire et pénitentiaire, les services de renseignement, et la protection et l'administration des ressources naturelles. Des ressources additionnelles, une fois réussi le Dialogue Politique Inclusif, sont requises au-delà du financement FCP (4 m\$ pour la RSS sur 10 m\$ au total dans la tranche actuelle).

Projets / programmes - Le gouvernement est engagé dans la restructuration, l'entraînement et le soutien logistique aux FACA et à la Gendarmerie (projets #9 et 14). La CE et la France contribuent à la nouvelle force MICOPAX (# 5, #7). La CE développe aussi un programme de pensions pour faciliter les départs à la retraite dans l'armée (#3) et prépare le remboursement de certains arriérés de salaires. BONUCA organise des séminaires de formation auprès de l'armée, de l'Ecole de Gendarmerie et de l'Académie de Police de Bangui. (#2). De plus, l'Allemagne et GTZ soutiendront le renforcement des capacités de la police (#15 pour 3,4m\$).

Suggestions - Plusieurs idées peuvent être mises en avant pour un processus crédible, dépolitisé de réforme du secteur sécuritaire:

- Sur la base des conclusions du Séminaire d'avril 2008, un soutien financier pourrait se concentrer sur i) le renforcement des ressources humaines; ii) le recrutement multi-

ethnique; iii) la réorganisation territoriale; iv) la discipline des forces de sécurité et de défense; v) la formation du personnel et la fourniture d'équipement. Les besoins potentiels issus du Séminaire sur la RSS ont été listés dans le document *"Initiatives Nationales et Soutien de la Communauté Internationale au Développement d'une RSS"* préparé pour la CCP en octobre 2008. Cette liste est reproduite dans le tableau ci-dessous.

- Dès lors, tel que le mentionnait ce document, la CCP pourrait contribuer à la relance du processus d'opérationnalisation des conclusions du Séminaire sur la RSS, notamment en soutenant la mise en place de certaines structures de pilotage et de soutien.
- Une fois prise en compte par la réforme des forces de sécurité, les modalités d'une intégration équitable des anciens rebelles pourraient aussi être incluses dans les initiatives et soutenues par des ressources adéquates de la communauté internationale.
- Dans l'ensemble, la complémentarité des actions sera essentielle dans un contexte de ressources limitées. Il conviendra de prendre en compte les initiatives existantes (projets #5, #13) dans les projets de construction et rénovation de casernes, l'équipement des forces armées, de la police et des douanes. De même, les ressources devront être complémentaires des activités en cours concernant la formation des forces armées (#10, #16 à 18), de la police et de la gendarmerie (#2, #11).
- Des synergies pourraient être créées avec les projets 1) d'Etat de droit et de bonne gouvernance (#38 à 42) et 2) sur les Pôles de développement, dont de meilleures conditions de sécurité conditionneront le succès.

Ministères	Entité	Besoins Potentiels (Source: CAR CSM 10/08)
Défense	FACA/ Gendarmerie	Construction de casernes; paiement des pensions et arriérés de salaires ; Formation et matériel ; équipement (non légal)
Intérieur	Police	Formation et matériel ; infrastructure
	Eaux et Forêts	Assistance technique; formation et matériel ; infrastructure
	Douanes	Formation pour le renforcement des capacités; matériel (Radio, Véhicules...); renforcement de la coordination avec les pays voisins
Justice	Justice	Formation des magistrats (+ recrutement) et des officiers locaux; matériel de bureau; mixed prison control et soutien à la réinsertion
Défense / Intérieur	Services de Recensement	Formation de base des gestionnaires et soutien à la réorganisation; formation et matériel: soutien au recrutement
Autres		Soutien au Parlement; renforcement de la dimension genre; renforcement de la dimension genre ; soutien aux médias

SECTEUR PRIORITAIRE II: BONNE GOUVERNANCE ET ETAT DE DROIT

Plans - 1. L'axe I de l'UNDAF vise au renforcement de la Gouvernance Démocratique et du Respect des Droits de l'Homme.

2. Le Pilier 3 du DSRP comprend parmi les effets clés une "meilleure efficacité des institutions démocratiques et de sécurité". A ce titre, la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement centrafricain comprend l'amélioration de la gouvernance et le renforcement de l'Etat de droit, à travers des programmes visant le renforcement de la gouvernance politique et judiciaire, l'amélioration de la gouvernance économique, l'extension des institutions et de la gestion locale, la participation et la promotion de l'égalité de genre (voir Présentation du Gouvernement à la CCP, 8 octobre 2008).

3. La refonte du système judiciaire s'appuie sur les recommandations des Etats Généraux de la Justice (octobre 2007), qui ont examiné les moyens de développer un cadre stratégique sur les Codes Pénal, de Justice Militaire, du Travail et du Commerce.

Ressources - Les besoins sont importants en termes de ressources pour l'axe I de l'UNDAF. Pourtant seuls 28% des fonds pour cet axe avaient été sécurisés, soit un écart de financement de 46,2 m\$. Le FCP soutient ce secteur via une allocation d'environ 3,4 m\$ sous la tranche actuelle, ce qui permettra traiter des priorités urgentes.

Projets / Programmes: Plusieurs projets sont toutefois en cours d'exécution en RCA dans les domaines de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance:

1. Le PNUD soutient la création et le renforcement des capacités nationales de mise en œuvre du DSRP (projet #33 pour 7,2 m\$).
2. La France finance la réhabilitation des capacités de gestion macroéconomique, de gestion des finances publiques (# 30, #31), et le renforcement de l'Etat de droit (#40, 2,1m\$ jusqu'en 2010).
3. La Banque Mondiale appuiera le soutien budgétaire et la gestion des finances publiques (#36, 4 à 5 m\$ en 2008). La CE consacre aussi 7,3m\$ à ce secteur (#28).
4. La CE soutient la médiation et finance un programme important avec le Ministère de la Justice et la Police (#39, 13,5 m\$).
5. Le FMI et la Banque Mondiale collaborent pour améliorer la gouvernance en RCA par la transparence et une meilleure gestion des ressources naturelles.

Suggestions - Le Gouvernement a souligné les besoins suivants:

A) Au sein du système judiciaire pour la formation, l'équipement et les infrastructures, afin de compléter les projets existants (#39 à #42) pour: i) le développement d'un cadre stratégique et d'un plan d'action pour le système judiciaire; ii) la formation légale spécialisée; iii) l'établissement d'un mécanisme de management du changement; iv) l'informatisation du Département des affaires criminelles; v) la fourniture aux juridictions de matériels de formation; et vi) la formation spécialisée du personnel judiciaire et pénitentiaire.

B) *Fonction publique*: redéfinition du cadre légal de la fonction publique et encouragement au retour des talents expatriés.

C) *Institutions étatiques*: la Cour Constitutionnelle, l'Assemblée Nationale, le Conseil Economique et Social, le Haut Conseil de la Médiation, et le Haut Conseil de la Communication doivent tous bénéficier d'un soutien accru selon le gouvernement. Une partie de ce soutien devrait toutefois provenir du nouveau plan-cadre de Gouvernance Démocratique (#34).

- Dans ce cadre, le PNUD prévoit de financer un programme de décentralisation et de gouvernance démocratique (projet #34, 16,7 m\$ pour 2008-2011). Des fonds sont aussi requis pour un programme de renforcement de l'Etat de droit à travers les institutions de justice et de sécurité. Cela illustre de possibles synergies avec la réforme du secteur de la sécurité (#42, 12,15 m\$ requis dont 1,7 m\$ pour 2008-2009).
- Un projet d'Amélioration de la Gouvernance et des Systèmes de Gestion Economique est en cours de préparation par la Banque Mondiale; et un soutien coordonné pourrait aider les autorités à atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE.
- Le Comité National de Lutte contre la Corruption nouvellement établi au sein du cabinet du Premier Ministre pourrait bénéficier d'un soutien supplémentaire (FMI).
- La gouvernance des industries extractives et forestières nécessite des soutiens pour: 1) l'audit du secteur minier (FMI); 2) la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries d'Extraction (EITI) (FMI/BM); et 3) la RCA, qui a adhéré et bénéficie de l'initiative Forest Law Enforcement, Governance and Trade (FLEGT) (jusqu'à 12,5 m€), proposée par la CE pour aborder en même temps la gouvernance et les exportations de bois certifié.
- Les initiatives régionales de soutien aux institutions devraient être renforcées (#32).
- Enfin, des ressources pourraient être nécessaires si la négociation d'un mécanisme de justice de transition devait avoir lieu.

SECTEUR PRIORITAIRE III: POLES DE DEVELOPPEMENT

Plans - Le DSRP identifie les Pôles de développement comme une approche de mise en œuvre, soutenue par le gouvernement, pour lutter contre les inégalités géographiques dans le pays. La Commission Européenne soutient une approche multi-sectorielle dans plusieurs pôles, en accord avec le pilier 3 du DRSP. Les Pôles de développement consistent en des centres urbains secondaires et leurs environs où le développement économique sera accéléré, et les infrastructures minimales et services de sécurité seront rétablies afin d'ancrer l'autorité de l'Etat dans les régions.

Ressources - Le financement des Pôles de développement nécessite des ressources substantielles, reflétées dans le Pilier 3 du DSRP (les écarts de financement de tout le pilier s'élevaient en juillet 2008 à presque 513 m\$, soit 78% des besoins restants pour le financement du DSRP, comme noté page 12). Les ressources du FED pour les Pôles de développement comprennent 40 m€ pour la réhabilitation de services publics et le renforcement de la gouvernance locale; 8 m€ pour le rétablissement de l'économie rurale et 7m€ pour les micro-projets, ainsi qu'un soutien au secteur des transports (9,5 m€). D'autres ressources du budget de la CE (Non-State Actors & Local Authorities line) sont aussi mobilisées pour les Pôles.

Le gouvernement a observé lors de son allocution à la CCP (8 octobre 2008) que des ressources importantes devraient être mobilisées pour les actions suivantes: 1) Le renforcement de la sécurité, la restauration ou la construction d'infrastructures basiques et de équipements publics essentiels; 2) Le développement régional intégré de l'agriculture; et 3) Le renforcement des capacités opérationnelles et des services publics, et un meilleur accès aux services sociaux de base. Les priorités à court terme comprennent le développement de structures pour accompagner le développement socioéconomique et pour améliorer les infrastructures essentielles.

Projets/ programmes - L'établissement des Pôles de développement débutera progressivement. Les Pôles de développement représentent une approche trans-sectorielle qui comprend un grand nombre de projets potentiels. Ces projets auront une dimension locale en se concentrant sur des aires régionales d'activité, notamment le Nord-Ouest (Paoua, Batangafo/Kabo, Kaga Bando), le Nord (Ndele, Bamingi); le Centre-Ouest (Bouar, Bozoum, Bossangoa); le Centre et le Sud (Bambari, Bangassou, Mobaye, Sibut).

Les Pôles de développement et la décentralisation sont soutenus par les efforts de la CE et de la Banque Mondiale pour améliorer le réseau routier et les infrastructures énergétiques (#60 à 63 et #83). La CE soutient la construction de capacité pour les autorités locales dans les Pôles de développement. Un programme régional renforce le développement municipal à travers la démocratie, la bonne gouvernance et la décentralisation (# 77, soutien multi-pays). La Banque Mondiale prévoit un projet de Développement Local d'Urgence (8 m\$, à l'étude pour 2009) afin de compléter les efforts du gouvernement.

Suggestions - Plusieurs domaines pourraient être soutenus dans le cadre des Pôles:

- Les priorités à soutenir dans le cadre des Pôles de développement (présentation du gouvernement, 8/10/2008) comprennent: a) les infrastructures de mobilité interne et externe; b) l'amélioration des conditions de vie à travers l'hygiène, la construction de routes, la réparation de voies secondaires, et le logement social; c) la fourniture d'eau et d'électricité; d) l'éducation et la santé; et e) le secteur agricole.
- Des ressources pourraient être rapidement mobilisées pour permettre la croissance et la soutenabilité des Pôles de développement dans d'autres régions. Des manques subsistent dans l'Est, qui pourrait être aidé si d'autres ressources sont mobilisées.
- Comme le gouvernement l'a observé lors de sa présentation à la CCP le 8 octobre 2008, certains projets pourraient viser la réorganisation des structures locales de gestion afin d'assurer une participation effective des communautés au niveau local. La CE prévoit de commencer de telles activités en 2009 (#69).
- Des synergies devraient être recherchées entre les Pôles de développement et les actions visant à restaurer la sécurité et à promouvoir la bonne gouvernance.
- L'expertise de développement local pourrait apporter un soutien utile (UNCDF). Au plan décentralisé, le faible niveau de formation de l'administration en gestion et comptabilité et le manque de coordination représentent un défi pour l'élaboration et la réalisation de plans de développement locaux.
- Une législation et des politiques adéquates sont toujours requises pour garantir une décentralisation effective.

ANNEXE
LISTE DES PROJETS / PROGRAMMES

SECTEUR PRIORITAIRE I: REFORME DU SECTEUR DE LA SECURITE ET DDR

Secteur Prioritaire I – A) Projets visant à renforcer le Secteur de la Sécurité			
Financement	Titre et partenaire(s) dans la mise en oeuvre du projet	Engagements financiers et calendrier	Description
Belgique	1. Soutien au Séminaire National sur la RSS Gouvernement de la RCA	N/D (2008)	Un expert en RSS/DDR a été mis à disposition pour co-organiser le Séminaire National et pour superviser la mise en oeuvre du chronogramme adopté.
BONUCA	2. Formation de gendarmes et officiers de police	N/D (en cours)	BONUCA finance la formation de gendarmes, officiers de gendarmerie, policiers de l'air et inspecteurs de police. Le projet renforce les capacités des services de renseignement et promeut la déontologie au sein des forces de sécurité.
CE	3. Paiement des arriérés FACA et Gendarmerie	N/D (2009, 10ème FED)	Facilite l'intégration de nouvelles recrues en payant les arriérés de salaires des retraités.
CE, Belgique	4. Renforcement de la capacité des forces de police	N/D (fin 2008-2010)	Composante Police du programme de Réforme de la Justice en cours de préparation.
CE, Belgique	5. Construction de la caserne de Ndélé MICOPAX	Fonds requis: 1,67m\$ (1,25m€) 2009	Construction de la caserne de Ndélé dans le district de Bamingui-Bangoran qui sera ensuite rétrocedé aux FACA. Le projet contribue également à la réalisation de l'objectif prioritaire 3.
CE, PNUD	6. Soutien à la formulation des politiques Gouvernement de la RCA	CE: 2,2 m\$ (2008-2009)	Etablit une équipe multidisciplinaire (8 experts) pour soutenir le gouvernement dans la formulation des politiques en lien avec la RSS. Ce projet est financé via l'Instrument de Stabilité.
CE, France	7. Financement de la FOMUC CEMAC / Facilité pour la Paix en Afrique	(renouvellement annuel jusqu'en 2010) CE : 15 m\$ (2008)	Finance et équipe la Force Multinationale en Centrafrique dont le mandat comprend la reconstruction des FACA à travers des transferts d'expertise, des patrouilles communes et la construction de casernes.

8. Ingénierie de défense Ministère de la Défense	0,58m\$ (2005-2009)	Un conseiller militaire technique permanent (grade d'officier général) est détaché auprès du Ministère de la Défense. Il soutient la rédaction de la Loi de Programmation Militaire.
9. Appui à la reconstruction des FACA	6,1m\$ (2005-2009; renouvelé pour 2009-2012)	Soutient la reconstruction des FACA par la fourniture d'équipements et la réhabilitation des chaînes de commandement. Des experts sont mis à disposition.
10. Formation FACA Ecole de Formation Initiale des Officiers	2,2m\$ (2005-2009; renouvelé pour 2009-2012)	Conseille le Directeur de l'Ecole de Formation Initiale des Officiers (ESFOA) et met en place une formation complémentaire pour les officiers en France et en Afrique. Deux coopérateurs militaires techniques permanents sont mis à disposition et des experts sont disponibles à la demande.
11. Formation Gendarmerie Ecole de Kolongo	1,95m\$ (2005-2009; renouvelé pour 2009-2012)	Soutient le Directeur de l'Ecole de Kolongo. Un coopérateur militaire permanent est mis à disposition et des experts sont disponibles à la demande.
12. Logistique des FACA	3,1m\$ (2005-2009; renouvelé pour 2009-2012)	Le conseil auprès de la chaîne logistique des FACA est renforcé. Deux coopérateurs militaires techniques permanents sont mis à disposition, et des experts sont disponibles à la demande.
13. Réhabilitation de la police	1,94m\$* (2005-2009)	Réhabilitation de la police par l'amélioration de la formation initiale et continue, de la mobilité et de la capacité opérationnelle (véhicules, transmissions, infrastructures, uniformes). Un officier de police français est affecté de façon permanente auprès de la police centrafricaine. * Composante "Police" du programme Renforcer l'Etat de droit en RCA (AREDCA) (cf. section 2-B).
14. Appui à la reconstruction de la Gendarmerie	4m\$ (2005-2009; renouvelé pour 2009-2012)	Remise à niveau des chaînes fonctionnelles et fourniture d'équipements à la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale (DGGN). Un coopérateur militaire technique permanent est mis à disposition, et des experts sont disponibles à la demande.
15. Renforcement des capacités de la police Coopération technique allemande (GTZ) / Direction Générale de la Police Centrafricaine	Engagements: 3,35 m\$ (2,5 m€)	Soutiendra le renforcement des capacités dans la police centrafricaine. L'Académie de police de Bangui sera réhabilitée. Préparé en collaboration avec le PNUD, BONUCA et IUE.

Secteur Prioritaire I – B) Projets soutenant le désarmement, la démobilisation, et la réintégration (DDR)		la réintégration (DDR)		Description	
Financement	Titre et partenaire(s) dans la mise en oeuvre du projet	Engagements financiers et calendrier			
France, Irlande, PNUD	21. Projet Sécurité Pour le Développement (PSPD) PNUD / Ministère du Plan	2,7 m\$ dont: France: 2.3 m\$ PNUD: 0.46 m\$ (2006 - Déc 2008) + Micro-projet (2 m\$) cofinancé par le PNUD et IrishAid	Composante du projet "Réinsertion des ex-combattants et Soutien aux Communautés" formulé en 2003. Restaure la confiance entre le gouvernement et les populations locales en renforçant la gouvernance locale et en réhabilitant les infrastructures sociales et génératrices de revenu au niveau local. Un micro-projet communautaire est mis en place.		
Japon	22. Contrôle et réduction des armes légères PNUD	1,92 m\$	Favorise le contrôle, la réduction et la collection des armes légères au sein des communautés.		
Multi-donateurs	23. Soutien à la DDR dans la région des Grands Lacs	(2002-2009)*	*Programme multi-pays qui comprend la RCA (le Canada fournit \$25 m). Soutient la démobilisation et la réintégration de 300 000 anciens combattants dans la région. Le programme soutient tout particulièrement la réintégration des enfants soldats et la réconciliation des familles.		
FCP	24. Soutien à la préparation et à la formulation d'un programme de DDR PNUD	A l'étude	Analyse du conflit, étude sur la situation des armes légères, recensement des combattants et des factions, entretiens avec les combattants démobilisés et analyse du marché du travail, qui prendra en compte la dimension genre. Activités de sensibilisation.		
	25. Protection, Prévention des futurs recrutements, démobilisation et réintégration économique UNICEF	2 m\$	Focus sur les enfants associés aux groupes armés, ainsi qu'aux autres femmes et enfants vulnérables dans les zones affectées par le conflit.		

16. Formation des FACA avec FOMUC / MICOPAX	En cours	Formation avec la FOMUC sur l'Etat de droit, les Droits de l'Homme et le droit international humanitaire.
17. Soutien à la RSS Ministère de la Défense	0,46m\$ total (04/2008) Irlande: 0,37 m\$ PNUD: 0,09 m\$	A soutenu le comité préparatoire du Séminaire National sur la RSS (conseil, renforcement de capacité, ateliers de préparation et collection de données).
18. Programme IMET FACA	N/D (2007-2008)	Le programme International Military Education and Training (IMET) fournit une formation aux étudiants grâce à des bourses.
19. Biodiversité à Mboké*	N/D (2008)	Visé à construire des structures de lutte contre le braconnage. * Composante du Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale (CARPE).
20. Assistance technique pour la gestion des finances publiques dans le secteur de la sécurité	A l'étude pour 2008	Le projet comprend un renforcement des capacités et un travail analytique. Il contribue également à la réalisation de l'objectif prioritaire 2, section a.

SECTEUR PRIORITAIRE II: ETAT DE DROIT ET BONNE GOUVERNANCE

Secteur Prioritaire II – A) Projets visant à améliorer la gouvernance au sein de l'Etat			
Financement	Titre et partenaire(s) dans la mise en œuvre du projet	Engagements financiers et calendrier	Description
Fonds Africain de Développement (FAD)	26. Réhabilitation des Capacités de Planification Economique (PARCPE) FAD / PNUD / Ministère du Plan	5,1 m\$ Fonds requis: 5,3 m\$ (2006-2009)	Contribue à la réhabilitation du système de planification économique en renforçant les capacités de programmation macroéconomique et sectorielle, d'exécution du DSRP, de gestion de la dette, de préparation des comptes de la nation et de collection de données statistiques.
CE	27. Renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale (PARCAN) Assemblée Nationale	0,65m\$ (2008-2010)	Soutient la construction de capacité humaine et matérielle au sein de l'Assemblée Nationale afin de renforcer celle-ci dans son rôle législatif et de contrôle de l'action du gouvernement.
	28. Appui à la réforme du Ministère des Finances (AREMIF) Ministère des Finances	7,3 m\$ (2008-2014)	Gestion financière dans le secteur public. Formation. Quatre experts permanents sont affectés auprès du Département des Douanes, des Impôts et du Budget et de l'Inspection Générale des Finances (IGF).
	29. Partenariat pour la forêt du Congo Ministère de l'Eau et des Forêts / Environnement	7,16 m\$ 0,24 m\$ mobilisés (2004-2008)	Améliore la gouvernance dans le secteur forestier afin de combattre l'exploitation illégale du bois et de promouvoir une gestion durable des forêts.
France	30. Soutien à la réhabilitation des capacités de gestion macroéconomique (ARCAE) Ministère des Finances*	2 m\$ (2005-2009)	Modernise le système des douanes et crée un nouveau système informatique de gestion des finances publiques afin d'améliorer le contrôle des ressources fiscales et la gestion des finances publiques. 3 experts et un conseiller auprès du Ministre sont mis à disposition. *Mis en œuvre en coordination avec le projet AREMIF de la CE.
	31. Gestion des finances publiques Ministère des Finances	\$ 0,43 m	Finance la formation professionnelle des fonctionnaires dans les domaines des douanes et du recouvrement des impôts.
Multi-donneurs	32. Renforcement des Institutions Supérieures de Contrôle (ISC)	(2007-2012)* Programme régional	*Programme régional qui comprend la RCA et vise à renforcer les Institutions Supérieures de Contrôle (ISC) pour promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilité dans la gestion des deniers publics. Le Canada fournit \$7,5 m. Soutient la création et le renforcement des capacités nationales de mise en œuvre du DSRP. Encourage la réforme de l'organisation et des modes d'opération de l'administration ainsi que le combat contre la corruption. Améliore la programmation macroéconomique et budgétaire, la gestion publique et les méthodes de passation des marchés publics pour la bonne gouvernance.
PNUD	33. Renforcement des capacités de mise en œuvre du DSRP Ministère du Plan	7,23 m\$ dont: PNUD: 5,95m\$ ERF: 0,25m\$ (2008-2011)	
PNUD, CE, OIF, France, Banque Mondiale	34. Programme cadre Gouvernance Démocratique Ministères du Plan, de la Justice et Assemblée Nationale, Haut Commissariat à la Décentralisation, Cour Constitutionnelle, Haut Conseil de la Communication, Conseil d'Etat, Journal Officiel, Cour des Comptes, Conseil Economique et Social, Conseil National de la Médiation, OSC	16,66m\$ (2008-2011) 1,35 m\$ mobilisés (CE et PNUD)	1) Renforce les capacités des institutions (Assemblée, Cour Constitutionnelle, Conseil National de la Médiation...); 2) Renforce les capacités des organisations de la société civile pour la promotion et la protection des droits humains; 3) Revigore le processus de décentralisation pour consolider la gouvernance démocratique et l'Etat de droit. Programme également applicable au Secteur Prioritaire 2, section b.
Royaume-Uni	35. Planification Stratégique (STRAPLAN)	0,22 m\$ (2007-2008)	Politique économique et de développement / soutien à la planification.
Banque Mondiale	36. Opération Politique de Développement III (OPD) Ministère des Finances	4/5 m\$ (prévu for 2008)	Consolide les opérations de soutien au budget et renforce les améliorations en cours dans la gestion publique, la gouvernance et la gestion des ressources naturelles.
	37. Renforcement des systèmes de gestion économique et de gouvernance (EGMAS)	N/D (2008-2009)	Etablit une base de données informatisée pour le service civil et le personnel militaire, ainsi qu'un nouveau cadre organique pour tous les fonctionnaires.

Secteur Prioritaire II - B) Projets visant à renforcer l'Etat de droit		Secteur Prioritaire II - C) Projets favorisant la démocratie, la participation de la société civile et les droits de l'homme et de la femme	
Financement	Titre et partenaire(s) dans la mise en oeuvre du projet	Engagements financiers et calendrier	Description
CE	38. Soutien à la Médiation Conseil National de la Médiation	1,48 m\$ (1,1 m€*)	* Instrument de Stabilité. Renforce les capacités institutionnelles du Conseil National de la Médiation dans ses fonctions d'Ombudsman et de Médiateur
	39. Réforme de la Justice (PREJURCA) Ministère de la Justice	13,5 m\$ (10 m€) en cours de préparation (2008-2010)	Soutient la réforme de 3 branches de l'administration: (1) Police: renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, actualisation des textes légaux, délivrance de matériel; (2) Justice: formation des magistrats, renforcement des capacités, assistance juridique; (3) Système carcéral: modernisation des prisons conformément aux standards internationaux; construction de nouvelles prisons, formation du personnel, modernisation des textes légaux.
France	40. Renforcer l'Etat de droit (AREDCA) Ministère de la Justice	2,15 m\$ (2007-2010)	Soutient la réhabilitation et le développement de la police, de la justice et du secteur des medias: (1) Police: réhabilitation des forces, promotion de la mobilité et de l'opérationalité; (2) Justice: soutien à la réforme et à la formation des magistrats; l'accès au droit; (3) Medias: renforcement des capacités institutionnelles du Haut Conseil de la Communication (HCC) et de l'Union des Journalistes de la RCA.
PNUD, France, Irlande	41. Renforcement de l'accès à la justice (PRASEJ) PNUD / Ministère de la Justice	0,48 m\$ (2006-2008) (Irlande: 0,08 m\$)	Améliore l'accès à la justice par la construction/réhabilitation de tribunaux, l'installation de nouveaux équipements, l'amélioration de la formation continue des magistrats et la création de bureaux de conseil juridique pour les citoyens. La Phase II du projet prévoit l'amélioration de l'accès au conseil juridique en zone rurale et des conditions de détention des femmes. Mis en oeuvre dans 4 villes de province (Sibut, Bozoum, Bossangoa, Kaga Badoro).
PNUD, France, Pays-Bas	42. Renforcement de l'Etat de droit à travers les institutions de Justice et de Sécurité Ministère de la Justice Ministère de l'Intérieur	12,15 m\$ (2008-2010) 4,36 m\$ mobilisés (1,4 m\$ par les Pays-Bas, 0,59 m\$ par la France) 1,7 m\$ requis pour 2008-2009	Permet aux institutions, communautés et OSC de répondre aux besoins immédiats dans les secteurs judiciaire et de la sécurité, tout en posant les fondations pour le développement à long terme au niveau central et au niveau local. Au niveau central: construction de capacité pour renforcer l'Etat de droit. Au niveau communautaire: construction de capacité pour répondre aux besoins de protection immédiats. Ce programme suit les recommandations émises lors de la Consultation sur la Justice menée en octobre 2007 et durant le Séminaire sur la RSS.
France	43. Renforcement des capacités des radios de proximité (Ndeke Luka)	\$0,08 m (2006-Déc. 2008) et \$0,1 m (2006-2009)	Consolide la démocratie locale en renforçant les capacités des radios de proximité pour la diffusion d'une information indépendante et de programmes de sensibilisation sur les droits de l'homme et sujets de société.
	44. Soutien à la résolution des conflits locaux dans les régions de Mbomou et du Haut-Mbomou	N/D (2005-2009)	Résout les conflits liés à la terre et autres ressources en organisant des forums, en créant un fonds de développement local et en renforçant les capacités de gestion dans l'agriculture pastorale.
	45. Initiative européenne pour la démocratie et les Droits de l'Homme	0,4m\$ en 2008 (identique pour 2009)	Renforcement des capacités et actions pour la promotion des Droits de l'Homme.
	46. Medias et actions de communication	0,9m\$ en 2007-2008	Actions dans les medias et la communication dont de la formation pour les journalistes sur les droits de l'Homme et les processus électoraux.
France	47. Fonds Social de Développement Ministère des Affaires Sociales	1,68 m\$ Fonds requis: 0,72 m\$	Encourage la participation de la société civile dans le développement économique et social de la RCA, en établissant des micro-projets de lutte contre la pauvreté et de structuration de la société civile.

IRC	49. Ateliers sur les Droits de l'Homme avec le gouvernement et la société civile	N/D En cours	Formation en Droits de l'Homme, Etat de droit et Droit International des Droits de l'Homme (Nana Gribizi et Ouham Pendé)
	50. Expression et Réconciliation UNESCO	0,37 m\$ Budget total: \$0,41 m dont FCP: \$0,37 m	Encourage le dialogue et la réconciliation au niveau local (P11-D3).
FCP	51. Radios communautaires UNESCO	0,32 m\$ Budget total: \$0,85 m dont FCP: \$0,83m	Soutient les radios communautaires dans leur fonction de mécanisme permanent de dialogue social et de réconciliation.
	52. Soutien de réseau aux femmes dans les zones de conflit PNUD / UNIFEM	0,39 m\$ Budget total: 0,49 m\$ dont FCP: 0,39 m\$	Soutient la prévention et lutte contre les violences faites aux femmes, renforce les groupes de défense des droits des femmes, et vise à promouvoir et à protéger les droits des femmes, leur participation au processus politique et leur présence aux postes de décision.
	53. Promotion de l'autonomie des femmes affectées par le conflit UNFPA	0,69 m\$ Budget total: 0,7 m\$	(P5-D2)
FCP/ Union Africaine / OIF	54. Dialogue Politique Inclusif BONUCA	0,93 m\$ total (2008) dont: PBF: 0,8 m\$ OIF: 0,08 m\$ AU: 0,05 m\$	Soutient la préparation et la conduite de discussions constructives entre tous les partis, afin de préparer le pays aux élections de 2010.
Banque Mondiale	55. Renforcement des radios rurales	N/D (A l'étude)	Prévoit le renforcement technique et matériel des correspondants ruraux de la radio nationale afin de faciliter la communication entre Bangui et les provinces.

Financement	Titre et partenaire (s) dans la mise en oeuvre du projet	Engagements financiers et calendrier	Description	CE	64—Monographies pour les pôles de développement	0,95m\$ 2009	Renforcement des capacités pour les administrations locales et la société civile pour préparer un plan de développement inclusif et un plan d'action sur 5 ans.
CHF	56. Rétablissement – Accès aux services essentiels—ACTED	\$0,15 m	Améliore l'accès aux services de base pour les populations vulnérables dans la préfecture de Haut-Mbomou en soutenant les comités de développement local.	UN-HABITAT	65-66—Renforcement des capacités pour les autorités locales dans les pôles de développement	0,25m\$ (Débuté en 2009)	Formation pilote du personnel des administrations locales, bonne gestion des ressources humaines et financières et bonne gouvernance. Appel à proposition pour 2007-2010 pour un montant de 0,5m\$.
	57. Rétablissement – Infrastructure	\$0,17 m	Améliore l'infrastructure dans les zones de conflit.		67—Réhabilitation des services publics et gouvernance locale	50m\$ (2010-)	Support multi-sectoriel pour la réhabilitation et la provision de services publics de base, la reconstruction des administrations locales, le soutien au développement économique local (agriculture, commerce). Les interventions seront développées avec les monographies (plan de développement local) et renforceront l'appropriation locale des processus de développement, tout en préparant le processus de décentralisation.
Danemark & CHF	Première Urgence 58. Soutien aux activités de protection	\$0,34 m \$0,27 m (CHF)	Supporte les activités de protection et améliore les conditions de vie pour les personnes affectées par le conflit au Nord-Est et au Nord-Ouest de la RCA.	CE	68— Développement de l'économie rurale	10,5m\$ (2010-)	Développement rural dans le contexte des activités mises en place avec les pôles de développement.
CE	59. Sécurité alimentaire les Réfugiés	5,5m\$ en 2008 3,7m\$ en 2009	Appel à proposition pour les pôles de développement dans les domaines de construction des capacités productives soutien aux individus et réhabilitation des infrastructures.		69—Soutien à la société civile dans les pôles de développement	2,7m\$ 2007-2010	Propositions acceptées pour les pôles de développement dans les domaines de la construction des capacités pour la société civile et les actions de réduction de la pauvreté.
CHF	60. Soutien au secteur de production des semences dans les pôles de développement—FAO	1,5 m\$ (2008 - 2010)	Encourage le développement de semences de qualité et la création de banques de semences dans les pôles de développement.	France	70. Assistance aux enfants vulnérables dans un contexte post-conflit	\$ 2,65 m (2006-2012)	Vient en aide aux enfants des populations fragiles en renforçant l'accès aux services de base (santé, eau, éducation).
	61, 62, 63. Secteur Routier	72 m\$ Fonds requis: 75,65 m\$ (2007-2014)	Soutien institutionnel et amélioration de l'accessibilité. Améliore le réseau routier, en particulier les principaux axes de transport. 2 objectifs spécifiques sont la consolidation d'un système d'entretien des routes et l'axe Bouar-Garoua-Boulai.		71, 72. Soutien au secteur des transports	0,68 m\$ (2007-2008)	Améliore les politiques et la gestion administrative du secteur des transports.
CHF	Secteur routier:	8,98 m\$ (2006-2012)	Réhabilitation du réseau routier à Bangui	France	73. Fonds Social de Développement	6,2 m\$ (2005-2009) (AFD)	Soutien le développement de l'infrastructure et du réseau routier dans le sud-ouest du pays.
	Ministère du Plan / Ministère de l'Equipe-ment	6,44 m\$ (2006-2012)	Améliore l'état des routes dans la capitale, en se concentrant sur 5 des principaux axes de circulation. Travaux et nettoyages routiers Développement urbain et management.		Ministère des Affaires Sociales	2,68 m\$ (2005-2010)	(i) Stimule les activités socio-économiques dans les zones rurales et urbaines ; (ii) Renforce les capacités de la société civile dans la gestion du développement local ; (iii) Améliore l'environnement de soutien pour les acteurs non-étatiques.

Allemagne	74. Développement Rural Programme de Développement Rural pour Ouham Pendé. Ministère des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire (Phase III), Ministère de l'Équipement, des Transports et de l'Habitat, et du Désenclavement	0,77 m \$ (0,55m€) phase III 1,05 m\$ (0,75 m€) phase IV (2008)	Soutient la diversification du revenu des ménages affectés par le conflit.	PNUD, Fonds Arabe (AGFUND), UNEP	82. Secteur Financier Inclusif en RCA	0,63 \$m (AGFUND: 0,1 m\$)	Soutient le développement d'un secteur financier inclusif.
Irlande	75. Soutien à la diversification du revenu dans les zones vulnérables FAO	0,75 m\$ (2008-2009)	Aide les populations à se procurer et à transporter des produits alimentaires (riz) ; vise à atténuer les privations liées à la pénurie alimentaire et à la hausse des prix.	83. Projet Urgence Energétique	8 m\$** (à l'étude pour 2009)	Réhabilitation des infrastructures ; restructuration de l'unité de production d'énergie ENERCA; génération de nouveaux revenus et amélioration de la gestion de la demande.	
Japon	76. Aide Alimentaire	3,9 m\$ (PY 390 m)	* Programme régional. Améliore les conditions de vie dans les villes d'Afrique Centrale et Occidentale en renforçant la démocratie, la gouvernance locale et la décentralisation. Le Canada fournit \$7,5 m.	84. Facilitation du Transit CE-MAC	24 m\$ total* (2007-2013) 1,1 m\$ déboursés	* Projet régional soutenu par IDA, le Fonds Africain de Développement (FAD), la CE, la France et le Japon.	
Multi-donateurs	77. Soutien au Développement Municipal III Programme de développement municipal	*(2005-2010)	85. Réhabilitation des Communautés Affectées par le Conflit	Banque Mondiale	2008-2010** Projet Pilote	Renforce les capacités au niveau des communes pour améliorer la gestion des projets et promouvoir la transition vers le développement. Etablissement d'un fond d'investissement local pour le financement de microprojets.	
Pays-Bas	78. Stock stratégique pour la sécurité alimentaire dans les zones affectées par le conflit FAO	0,82 \$m (2008)	Reconstitution d'un stock stratégique de semences et d'outils dans les zones vulnérables. Etablissement d'un mécanisme d'analyse et de suivi de la sécurité alimentaire dans le contexte des interventions humanitaires (\$0,37 m).	86. Projet de Développement Local Structures de gouvernance locales et communautaires / Ministère des Affaires Sociales	8 m\$ **	Renforce les liens entre les structures de gouvernance locale et la population ; construction de capacité au niveau local pour la gestion de projets, promotion d'un usage responsable et transparent des fonds publics, et rétablissement de la confiance entre la population et le gouvernement.	
FCP	79. Réinsertion, Revitalisation des Communautés et de la Jeunesse par l'agriculture FAO	0,3 m\$	Soutient les activités génératrices de revenus pour relancer la production agricole et pastorale à Paoua, Bozoum et Ndelé.	87. Campagne de scolarisation dans les zones affectées par le conflit en RCA Ministère de l'éducation, COOPI, ECAC, IRC, NRC, Triangle GH	1,9 m\$ Belgique: 0,45m\$ 2008	Permet l'accès à l'éducation pour les enfants affectés par le conflit dans le nord de la RCA, avec une attention particulière pour les filles.	
FCP	81. Formation professionnelle et réinsertion des jeunes déscolarisés dans les zones de conflit PNUD	0,45 m\$	Renforce l'apprentissage et la formation professionnelle des jeunes qui ne bénéficient pas d'un emploi dans les zones les plus affectées par le conflit.	UNICEF / Belgique			
FCP	82. Soutien aux femmes en position de leadership PNUD	0,39 m\$	Soutien aux femmes en position de leadership dans les zones de conflit; protection des droits des femmes.				

Références

Sources d'information sur la situation économique

Gouvernement

- Development Assistance Database - RCA
- Présentation à la CCP, 8 Oct. 2008

ONU / PNUD

- Rapport annuel 2007 , PNUD RCA
- Indicateurs de développement humain
- UNDAF 2007/2011
- Coordinated Aid Programme for CAR (2008)
- CAP for CAR (2008) - Revue semi-annuelle

FMI

- 26 septembre 2008 -- Press Release: Statement by an IMF Staff Mission at the Conclusion of a Visit to the Central African Republic
- 03 juillet 2008 -- CAR: 2d Review Under the Three-Year Arrangement Under the Poverty Reduction and Growth Facility, Requests for Waivers of Nonobservance of Performance Criteria and Augmentation of Access, and Financing Assurance Review - Staff Report; Press Release on the Executive Board Discussion; and Statement by the Executive Director for the Central African Republic
- 03 juin 2008 -- Central African Republic -- Letter of Intent, Memorandum of Economic and Financial Policies, and Technical Memorandum of Understanding, June 03, 2008
- World Economic Outlook Database

Banque mondiale

- DSRP intérimaire pour la RCA
- Stratégie d'assistance pour l'intégration régionale de la République centrafricaine, 2003-2008
- Stratégie d'assistance pays

OCDE

- Ensuring Fragile States Are Not Left Behind: 2007 Resource Allocations Report
- Ensuring Fragile States Are Not Left Behind 2007
- Base de donnée de l'aide des membres du CAD: CAD en ligne

Sources des descriptions de projet

Contributions fournies par les Nations Unies, Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, France, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume Uni, ainsi que la Commission européenne et la Banque mondiale.

Sites internet utiles

Ministère du Plan: www.minplan-rca.org

PNUD RCA: www.cf.undp.org

HDPT RCA: <http://hdptcar.net>

FCP : www.unpbf.org

Banque mondiale: www.worldbank.org/cf

FMI: www.imf.org/external/country/caf/index.htm



Bureau d'appui à la consolidation de la paix

22 décembre 2008